



**L'hégémonie américaine en crise.
Le cas des sanctions contre l'Iran...**

Xavier Dupret

Août 2019

84.027 signes

Les tensions grandissantes dans la région du Golfe Persique inquiètent de nombreux observateurs. Au cœur de la présente crispation, il y a la relation, toujours compliquée, entre l'Iran et les États-Unis. Cette fois, la discorde se rapporte à l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien de juillet 2015. A l'époque, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (soit les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni), l'Allemagne et l'Union européenne avaient convenu qu'en échange d'un contrôle sur le programme nucléaire développé par l'Iran, les sanctions économiques américaines à l'encontre de Téhéran étaient levées.

En mai 2018, les États-Unis se sont retirés unilatéralement de l'Accord et dans la foulée et ont décidé d'appliquer « le niveau le plus élevé de sanctions économiques possibles »¹ contre

¹ Le Figaro, édition mise en ligne du 7 juin 2018.

l'Iran. Cette analyse vise à faire le point sur les enjeux géo politiques et géo économiques profonds relatifs à la crise iranienne. Plus particulièrement, on envisagera la confrontation entre l'Iran et les Etats-Unis à travers le prisme de la perte de puissance des Etats-Unis, depuis la crise de 2008, au profit de la Chine. Chemin faisant, nous verrons que l'analyse de la question iranienne passe par la prise en compte de toute une série d'agressions états-uniennes ailleurs dans le monde. Ce parti-pris analytique correspond à un fait. Depuis 1945, la politique étrangère des Etats-Unis est intrinsèquement une politique mondiale en ce sens que chaque décision adoptée par Washington dans le domaine des relations extérieures exerce directement son influence sur tous les pays du monde en même temps. Les Etats-Unis donnent le la de la politique internationale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Coupable d'avoir respecté sa parole ?

Toutes les autres parties à l'accord ont exprimé leurs regrets quant à la décision de retrait de Washington. Il est vrai que les récriminations états-uniennes reposent sur des bases finalement bien peu solides. C'est ainsi qu'au début de l'année 2016, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) publiait un rapport qui certifiait que l'Iran avait respecté à la lettre les termes de l'accord concernant son programme d'enrichissement de l'uranium².

De surcroît, l'Iran a continué à respecter les conditions de l'accord après le retrait des Etats-Unis. Au début de cette année, l'AIEA publiait un rapport établissant que l'Iran continuait « de respecter les termes de l'accord de Vienne signé en 2015 sur le contrôle de son programme nucléaire. L'agence onusienne précise (...) que la république islamique respectait les quotas d'uranium enrichi qu'elle était autorisée à produire ainsi que les stocks de cette matière fissile. L'AIEA ajoute qu'elle a pu réaliser ces évaluations lors d'inspections inopinées dans toutes les installations nucléaires en Iran »³.

Les récriminations de Washington à l'encontre de Téhéran portent donc sur le fait que l'Iran a respecté les termes du contrat qu'il avait conclu avec les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'Onu (dont font partie les Etats-Unis). Ce paradoxe ne peut que conduire à une radicalisation de la partie iranienne. Si le blocage de Washington vise à revenir à l'orientation fondamentale des négociations de 2003 et 2005 (à savoir le refus de toute forme de programme nucléaire en Iran, y compris pour des applications strictement civiles), on doit anticiper la même fin de non-recevoir qu'à l'époque en ce qui concerne la partie iranienne. A ce stade de l'analyse, on peut donc établir un lien clair entre l'unilatéralisme des Etats-Unis et le retrait, encore fort partiel à ce stade, de l'Iran des accords de Vienne. A l'heure où ces lignes étaient écrites (août 2019), le retrait iranien était fort symbolique mais « il répond pour la première fois sur le terrain nucléaire à la pression américaine, qui s'exerce comme jamais sur le pays. (...) Téhéran lance un compte à rebours en vue de son propre retrait. Il le veut cependant lent et réversible »⁴.

L'Iran a, en effet, décidé de ne plus limiter ses stocks d'uranium enrichi et d'eau lourde. La chose est peu dommageable en ce qui concerne le respect de l'esprit des Accords de Vienne.

² ONU Info, *L'AIEA annonce que l'Iran a respecté ses engagements liés à l'accord sur le nucléaire signé en juillet 2015*, 16 janvier 2016. [En ligne]. Url : <https://news.un.org/fr/story/2016/01/327402-laiea-annonce-que-liran-respecte-ses-engagements-lies-laccord-sur-le-nucleaire>. Date de consultation : 28 juillet 2019.

³ Challenges, édition mise en ligne le 22 février 2019.

⁴ Le Monde, édition mise en ligne du 8 mai 2019.

En effet, l'uranium iranien est enrichi à hauteur de 4,5%, plus que les 3,67% des Accords de Vienne. Or, le niveau d'enrichissement de l'uranium destiné à la production d'armement nucléaire est de 90%. L'Iran est donc loin de représenter une menace nucléaire pour la stabilité du Proche et Moyen-Orient.

Le président Hassan Rohani a bien pris soin, lors d'une allocution télévisée, de préciser que cette modification s'effectuerait dans le cadre global des Accords de Vienne. « Nous avons estimé que l'accord nucléaire avait besoin d'une opération chirurgicale, et que les soins palliatifs administrés durant l'année écoulée avaient été inutiles. Cette opération a pour but de sauver l'accord, pas de le détruire. »⁵ De plus, on notera que la levée des sanctions internationales entraînera automatiquement, en ce qui concerne Téhéran, un retour du programme nucléaire iranien dans le strict périmètre des Accords de Vienne.

Cet examen des réactions iraniennes prouve que la question des sanctions économiques occupe une place importante dans le subtil numéro de duettistes auquel se livrent Téhéran et Washington. Commençons par identifier la nature et la portée de ces sanctions.

Sanctions US et passivité européenne

En quoi consistent précisément les sanctions américaines contre l'Iran ? Pour commencer, on précisera que depuis la Révolution de 1979, les Etats-Unis sanctionnent très régulièrement l'Iran (sans grand succès d'ailleurs). Par exemple, le Congrès américain a interdit aux institutions financières internationales de prêter des capitaux à l'Iran en 1980 après la chute du Shah. Au terme de la présidence d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjânî (1989-1997), les sanctions US à l'encontre de Téhéran se sont durcies de façon saisissante. C'est ainsi qu'en avril 1995, l'administration Clinton met en œuvre un embargo prohibant toute transaction financière ou commerciale entre les Etats-Unis et l'Iran. Les Etats-Unis ne se sont pas arrêtés en si bon chemin. En 1996, le Congrès américain ratifie l'*Iran and Lybia Sanctions Act* (ILSA). Aux termes de l'ILSA, tout pays investissant plus de 20 millions de dollars en Iran dans des secteurs clés de l'économie nationale sera frappé de mesures de rétorsion. L'ILSA comporte également un volet financier et commercial particulièrement sévère puisqu'il édicte une prohibition pour les banques américaines d'effectuer des prêts de plus de 10 millions de dollars en faveur des acteurs économiques iraniens. L'ILSA, nommé également loi d'Amato-Kennedy, s'applique également aux entreprises étrangères disposant d'une filiale aux Etats-Unis. Le contrevenant étranger à la loi d'Amato-Kennedy sera banni du marché américain et ne pourra recevoir de lignes de crédit de la part des banques américaines. La loi d'Amato-Kennedy visant l'Iran a été renouvelée à plusieurs reprises. En 2016, elle était prolongée pour une période de dix ans.

Le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord de Vienne remet d'actualité ces dispositions vieilles de près de 25 ans. On notera que l'application de l'ILSA a, avec le temps, été particulièrement fluctuante. C'est ainsi qu'en mai 1998, les Etats-Unis ont renoncé à appliquer les dispositions de la loi d'Amato aux entreprises européennes qui investissaient en Iran. En échange, l'Union européenne avait renforcé ses liens commerciaux avec Washington et s'était engagée à dissuader l'Iran d'adopter des armes de destruction massive.

Peut-on s'attendre à la reproduction d'un tel scénario à l'avenir, à savoir des Etats-Unis tolérant des investissements européens en Iran en échange d'une mission de bons offices pour le Vieux Continent ? Rien n'est moins sûr...

⁵ Le Monde, *ibid.*

C'est que les entreprises européennes ont annulé leurs programmes d'investissement en Iran suite au retour des sanctions édictées par l'Oncle Sam. Certaines décisions témoignent de la virulence de Washington et de la crainte des européens.

Prenons le cas du groupe automobile PSA (Peugeot, Citroën). Celui-ci est absent du territoire américain depuis 1991 et dispose en Iran d'une part de marché de l'ordre de 30 %. Le groupe planchait, d'ailleurs, en 2017 sur « un accord de distribution pour la marque DS en Iran et des discussions pour d'autres partenariats ». ⁶ Economiquement, tout incitait PSA à rester présent en Iran.

Pourtant, rien n'y a fait. PSA a, en effet, annoncé, en juin 2018, qu'il programmait son retrait d'Iran, « son premier marché étranger en volume, pour respecter l'embargo vis-à-vis de Téhéran imposé par les Etats-Unis après leur retrait de l'accord sur le nucléaire iranien ». ⁷

PSA est présent en Iran depuis les années 1970. Naturellement, la diminution des investissements de PSA en Iran a eu des effets négatifs sur le secteur automobile local. Depuis 2012, la firme automobile iranienne Iran Khodro assemble, à partir de pièces chinoises, des modèles obsolètes des séries 206 et 405 du groupe français. Dans la foulée des accords de Vienne sur le nucléaire iranien, le groupe français avait annoncé, fin 2016, un plan d'investissement ambitieux d'un milliard d'euros afin de moderniser le parc automobile iranien. Les gesticulations de la Maison-Blanche sont venues ruiner ce projet. Pour le dire crûment, si PSA, qui a partie liée, depuis bien longtemps déjà, avec l'Iran détale aussi promptement, c'est que la pression des Etats-Unis sur l'économie iranienne entend être maximale. L'exemple du pétrolier Total est également très emblématique puisque le groupe était très engagé dans l'exploitation du projet gazier offshore South Pars situé non loin des eaux maritimes du Qatar. Le PDG de Total, Patrick Pouyanné, s'est exprimé, lors d'une Assemblée Générale du groupe sur cette question sans aucune ambiguïté : «La stratégie américaine, c'est le maximum de sanctions pour étouffer l'Iran. Pourquoi feraient-ils preuve de faiblesse ?» ⁸.

En ce qui concerne la flotte aérienne de l'Iran, les perspectives sont tout aussi sombres. Des contrats avaient été signés en décembre 2016 avec Airbus et Boeing. Il s'agissait, pour les deux firmes, de leur plus gros contrat depuis la fin des années 1970. L'achat de 80 avions pour une valeur de près de 17 milliards de dollars (dont 10 milliards en faveur d'Airbus) était, en effet, planifié. La modernisation de l'économie iranienne restera au point mort. Là encore, on notera la prépondérance du facteur politique et du jeu de puissance internationale dans la décision de Donald Trump. En effet, le veto imposé aux exportations de Boeing met à mal la perspective de juteux contrats dans la région de Seattle, un de ces bastions de vieille industrie à qui Donald Trump avait, lors de sa campagne présidentielle, promis des lendemains qui chantent. La volonté d'étouffement de la partie iranienne est d'autant plus évidente que le secteur iranien des hydrocarbures va souffrir des sanctions US.

Pétrole et gaz

L'économie iranienne sera d'autant plus impactée qu'elle est profondément dépendante de ses exportations pétrolières. 72% des recettes d'exportation du pays provenaient, en 2017, de du

⁶ La Croix, édition mise en ligne du 9 mai 2019.

⁷ Le Figaro, édition mise en ligne du 4 juin 2018.

⁸ Libération, édition mise en ligne du 5 juin 2018.

pétrole brut. Il s'agissait de 38,5 milliards de dollars, soit près de 9% du PIB iranien. Pour le surplus, on notera que les exportations de gaz et de pétrole raffiné représentaient respectivement 2,5 et 1,1% des recettes d'exportation du pays.

Au total, le secteur des hydrocarbures représente plus de 75% des recettes d'exportation du pays⁹. C'est peu dire que les sanctions US font mal à l'économie iranienne puisqu'en avril de cette année, l'administration Trump faisait valoir *urbi et orbi* que l'interdiction d'importation du pétrole iranien ne souffrirait plus d'aucune exception. C'est en novembre 2018 que les Etats-Unis ont rétabli les sanctions sur les exportations du pétrole iranien. Cependant, 8 pays bénéficiaient d'exemptions. Il s'agissait de la Chine, de l'Inde, du Japon, de la Corée du Sud, de Taïwan, de la Turquie, de l'Italie et de la Grèce. Washington a choisi de ne pas renouveler ces mesures d'exemption une fois leur échéance arrivée le 1^{er} mai de cette année¹⁰. L'Iran est, comme nous l'avons vu, un grand producteur de pétrole qui a pu à nouveau, après les accords sur le nucléaire iranien, exporter de l'or noir, notamment vers l'Union européenne. La prohibition des investissements dans le pays pénalise encore plus l'Iran. En effet, les exportations de gaz de Téhéran sont particulièrement faibles alors que le pays détient la plus importante réserve de gaz naturel au monde, juste derrière la Russie. Les réserves de gaz de l'Iran s'élèvent, en effet, à 31,9 milliards de m³¹¹. Seuls trois pays disposent de réserves de gaz naturel plus importantes que les Etats-Unis, à savoir la Russie (n°1 mondial des réserves de gaz), l'Iran et le Qatar.

Au sujet du gaz naturel, il est important de repérer qu'il s'agit d'une énergie d'avenir. A l'échelle mondiale, Ben van Beurden, directeur général de Shell, estime que la demande mondiale en gaz naturel liquéfié (GNL) va doubler d'ici 2035 »¹². Selon l'Agence Internationale de l'Energie, « la demande de gaz au cours des 5 prochaines années sera principalement influencée par la zone Asie-Pacifique. Les prévisions établissent que cette zone du monde représentera 60% de la consommation totale d'ici 2024. La Chine constituera le principal vecteur pour l'augmentation de la demande de gaz. Cette progression, quoique plus lente en raison de la récente décélération de l'économie du pays, comptera pour 40% de l'accroissement de la demande de gaz d'ici 2024 »¹³. L'élément central de la demande chinoise réside dans le remplacement des centrales à charbon par des centrales à gaz. Le besoin d'investissements dans le secteur iranien du gaz naturel est, par ailleurs, criant puisque le pays, en dépit de ses importantes réserves (17% des réserves mondiales prouvées), n'apparaissait, en 2018, pas dans le Top 5 des exportateurs mondiaux¹⁴.

Pour l'heure, les répercussions des sanctions américaines se font donc essentiellement sentir sur le secteur pétrolier iranien. « Le niveau des exportations iraniennes de pétrole, qui représentent 40% du budget de l'État, s'est effondré au mois de juillet à 100.000 barils par

⁹ The Observatory of Economic Complexity (OEC), août 2019.

¹⁰ New York Times, édition mise en ligne du 22 avril 2019.

¹¹ BP Statistical Review of World Energy 2019, 68th edition, p.30.

¹² L'Usine Nouvelle, édition mise en ligne du 2 octobre 2018.

¹³ International Energy Agency (IEA), Gas 2019, 7 juin 2019.

¹⁴ *Gouvernement du Canada, Faits sur le gaz naturel, [en ligne],* Url : <https://www.rncan.gc.ca/science-et-donnees/donnees-et-analyse/donnees-et-analyse-energetiques/faits-saillants-sur-lenergie/faits-gaz-naturel/20078>. Date de consultation : 3 août 2019.

jour, contre 2,5 millions en 2016 ». ¹⁵ Aux dernières nouvelles, les poussées de fièvre dans le Golfe n'ont pas encore débouché sur un accident irrémédiable du point de vue de la paix dans le monde. En effet, les ripostes iraniennes à l'unilatéralisme de l'Oncle Sam restent cantonnées dans un registre raisonnable puisque jusqu'à présent, aucun navire n'a été coulé dans le Golfe persique. En dépit des cris d'orfraie des média conservateurs, on peut globalement dire que jusqu'à présent, les risques de déstabilisation restent contenus. Cette donnée est importante puisqu'elle permet à l'Iran de ne pas se couper de la Chine. En effet, plus de 75% du pétrole qui transite par le détroit d'Ormuz est destiné au marché d'Extrême-Orient, et plus particulièrement, la Chine. A ce propos, l'importance de la Chine apparaît en filigrane à l'occasion de ces nouvelles tensions entre Téhéran et Washington. En effet, il semble possible de postuler que la « nouvelle guerre froide » mettant aux prises l'Empire du Milieu et les Etats-Unis explique, pour une bonne part, les raisons de cette nouvelle phase de raidissement de la part des Etats-Unis.

La Chine au milieu du jeu

Pour s'en convaincre, on commencera par rappeler la position dépendante de la Chine en ce qui concerne son approvisionnement extérieur en pétrole. Les hydrocarbures (gaz et pétrole raffiné comme brut ainsi que le goudron) représentaient, en effet, le premier poste d'importations de Pékin (11,99% des importations du pays pour un total de 200,67 milliards de dollars) en 2017¹⁶.

En ce qui concerne le pétrole, le déséquilibre commercial de la Chine est évidemment impressionnant puisque Pékin en exportait, en 2017, pour 1, 36 milliard de dollars et en importait pour plus de 145 milliards¹⁷. Les principaux fournisseurs de la Chine dans le secteur sont les suivants.

| PAYS | PART DANS LES IMPORTATIONS CHINOISES EN 2017 |
|-----------------|---|
| Russie | 14% |
| Arabie saoudite | 13% |
| Angola | 12% |
| Irak | 8,60% |
| Oman | 7,70% |
| Iran | 7,50% |
| Brésil | 5,10% |
| Venezuela | 4% |
| Etats-Unis | 2,60% |
| Royaume-Uni | 2,50% |

Source : The Observatory of Economic Complexity (OEC), juillet 2019. Calculs propres.

Comme on peut le voir, la campagne des Etats-Unis contre l'Iran est de nature à affecter l'approvisionnement de la Chine en or noir. Et de ce point de vue, le moins que l'on puisse dire est que l'administration Trump ne compte pas faire dans le détail. L'imposition de

¹⁵ Le Point, édition mise en ligne du 1^{er} août 2019.

¹⁶ The Observatory of Economic Complexity (OEC), juillet 2019.

¹⁷ The Observatory of Economic Complexity (OEC), juin 2018.

sanctions économiques de la part de Washington contre la compagnie chinoise Zhuhai Zhenrong, spécialisée dans le négoce pétrolier, en raison de ses relations économiques avec l'Iran marque un tournant certain dans l'application concrète des sanctions. Elle témoigne d'une radicalisation de la part de l'administration américaine. Cependant, l'efficacité de cette approche pose aujourd'hui question puisque des sources américaines montrent que les clients habituels de Téhéran (principalement, la Chine et la Turquie) se réapprovisionnent auprès de l'Iran¹⁸.

On doit, de ce point de vue, rapprocher la situation de l'Iran de celle du Venezuela. Les récentes menaces d'embargo sur la patrie de Bolivar s'accompagneront progressivement d'un dispositif d'extraterritorialité frappant les pays commerçant avec Caracas. Le parallélisme avec la situation iranienne ainsi que la connexion avec les relations tendues entre Washington et Pékin sautent aux yeux. Les sanctions américaines touchent deux pays fournisseurs de pétrole à destination de la Chine et par ailleurs, porteurs d'une vision critique de la politique étrangère des Etats-Unis (contrairement, par exemple, à l'Arabie saoudite qui est le deuxième fournisseur en pétrole de la Chine mais reste politiquement aligné sur Washington). On comprend, dans ces conditions, que Pékin ait décidé de résister aux pressions des Etats-Unis en bravant l'interdiction d'importer du pétrole iranien.

Ce d'autant que l'Iran constitue un partenaire d'avenir pour l'approvisionnement énergétique chinois. On pointera également l'importance actuelle du sultanat d'Oman dans les importations pétrolières chinoises. Or, on peut anticiper que ce dernier sera progressivement remplacé par l'Iran dans le Top 5 des fournisseurs de la Chine. En effet, les réserves de l'Iran ont été évaluées par l'OPEP à 155,6 milliards de barils contre 5,373 milliards dans le cas du sultanat d'Oman¹⁹. De surcroît, le coût opérationnel d'extraction d'un baril était, en 2015, de 5,1 dollars en Iran²⁰ contre 8,4 \$ en Oman (2017)²¹.

Conséquences macroéconomiques des sanctions

L'opposition des Chinois aux desiderata états-uniens tombe naturellement à pic pour Téhéran. En effet, les commandes chinoises de pétrole auprès de l'Iran, même si elles sont en baisse²², vont bien évidemment permettre de soutenir la balance des paiements du pays. De ce constat somme toute fort logique, découlent une série de retombées plutôt intéressantes pour l'Iran.

Tout d'abord, une nouvelle rentrée de devises est susceptible de stabiliser le rial iranien qui en a bien besoin. Depuis la remontée des tensions avec Washington, la devise nationale iranienne a, au cours des 18 derniers mois, perdu 70% de sa valeur. Pourtant, on observe une récente stabilisation des données. Par exemple, l'attaque, en mai 2019, de deux pétroliers en mer d'Oman a été attribuée à l'Iran et alors que les Etats-Unis en appelaient à une action militaire

¹⁸ New York Times, édition mise en ligne du 3 août 2019.

¹⁹ OPEC, Annual Statistical Bulletin, 2018.

²⁰ Statista, *Average cost to produce one barrel of oil in top oil producing countries worldwide in 2015 (in U.S. dollars per barrel)*, [en ligne], Url : <https://www.statista.com/statistics/597669/cost-breakdown-of-producing-one-barrel-of-oil-in-the-worlds-leading-oil-producing-countries/>, Date de consultation : 6 août 2019.

²¹ Oman Daily Observer, édition mise en ligne du 23 janvier 2017.

²² Asia Times, édition mise en ligne du 30 mai 2019. Cet article signale, toutefois, une baisse des commandes de l'ordre de 300.000 barils/jour entre 2018 et 2019. La Chine importerait, selon cette source, 500.000 barils de brut iranien par jour en 2019 contre 800.000 en 2018.

visant Téhéran, on a observé peu de mouvements orientant à la baisse le cours du rial²³. D'ailleurs, depuis la fin mai, le rial s'est même légèrement apprécié face au dollar (1,9%).

La bonne tenue relative (et, malgré tout, précaire) du rial permet d'anticiper une maîtrise, là encore toute relative et précaire, de l'inflation en Iran. Alors que certains propagandistes iraniens soutenus par le gouvernement des Etats-Unis annonçaient, sans grande prudence dans le propos, l'apparition d'une hyperinflation au premier trimestre 2019²⁴, leurs amis iraniens de l'initiative FDD (Foundation of Defense of Democracies), soit un *think tank* anti iranien financé par le secteur privé américain, leur donnaient pleinement tort.

Au contraire, cette source, peu suspecte de sympathie à l'égard du gouvernement iranien, se plaignait de ce que l'inflation calculée en base annuelle, progressait, à la fin de l'année 2018, de plus en plus lentement en Iran. D'après le FDD, l'inflation iranienne calculée sur un an montrait une décélération certaine puisqu'elle avait progressé de 5,5 points entre septembre et octobre 2018 contre 7,2 points entre août et septembre de la même année. Une autre source que l'on imagine a priori peu complaisante à l'égard de Téhéran, à savoir le Fonds monétaire internationale (FMI), pronostiquait une inflation en base annuelle de 40% pour l'Iran²⁵.

En clair, l'Iran n'est pas en situation d'hyperinflation. En effet, une convention propre aux sciences économiques dispose, suite aux travaux de Robert Cagan²⁶, qu'une situation d'hyperinflation apparaît lorsque l'inflation mensuelle est égale ou supérieure à 50%, et ce, durant au moins un mois. Les opposants à Téhéran auraient été mieux inspirés s'ils avaient pris la peine d'interroger des sources fiables en ce qui concerne les tendances structurelles en matière d'inflation propres à l'économie iranienne.

Chez les économistes, la table Hanke-Krus²⁷ fait office de document de référence pour situer les épisodes de dérapage hyperinflationniste. Les séquences hyperinflationnistes présentées par cette table remontent jusqu'à 1795, époque de la crise des assignats en France. Le seul pays qui traverse actuellement une séquence d'hyperinflation, pour l'heure, est le Venezuela. Et l'Iran, pour sa part, n'a jamais expérimenté un épisode de ce type dans le passé.

Cette limitation de la pression inflationniste repose sur un mix de politique économique associant une dépréciation drastique de la devise nationale depuis 2018 à une limitation des dépenses publiques. Le pouvoir d'achat du rial et donc de la population a été, de ce fait, réaligné sur le cours du baril de pétrole qui, depuis 5 ans environ, est morose. Ces mesures de rééquilibrage visaient à aligner les sorties de devises du pays finançant les importations sur la diminution des rentrées de devises résultant de la baisse de cours du brut. La pression des mesures américaines consiste à priver l'Iran de devises comptabilisables dans les réserves internationales de la banque centrale du pays. Les Etats-Unis savent que les mesures

²³ Bourse and Bazaar, édition mise en ligne le 10 juillet 2019.

²⁴ Radio Farda, *Parliament Warns Iran Might Get Hyperinflation By End Of March 2019*, [en ligne], Url : <https://en.radiofarda.com/a/iran-parliament-warns-of-hyperinflation-by-march/29683218.html>, Date de consultation : 5 août 2019.

²⁵ Le Figaro, édition mise en ligne le 29 avril 2019.

²⁶ PHILIP CAGAN, *The Monetary Dynamics of Hyperinflation*. In Friedman, Milton (ed.). *Studies in the Quantity Theory of Money*, University of Chicago Press (UCP), Chicago, 1956.

²⁷ Forbes, édition en ligne du 30 janvier 2019. On retrouve également la table de Hanke-Krus sur le site du Cato Institute (Url : <https://www.cato.org/publications/commentary/hyperinflation-kaleidoscope-uses-abuses>).

d'austérité du gouvernement Rohani ont été adoptées avant leur sortie unilatérale du Traité sur le nucléaire iranien. Dès lors, Washington anticipe un approfondissement de la politique d'assainissement des finances publiques de la part du gouvernement iranien dans le but de contenir les pressions inflationnistes. C'est ici que se trouve le piège pour l'économie iranienne tel que conçu par les Etats-Unis. Les mesures de prudence budgétaire du gouvernement iranien affectent, malgré tout, la consommation intérieure et partant, l'activité économique dans le pays. C'est ainsi que « l'économie iranienne s'est contractée de 3,9% l'an dernier, selon des estimations du Fmi, et devrait se contracter plus encore, de l'ordre de 6%, cette année »²⁸.

Il va de soi, dans ces conditions, que le maintien d'un certain volume de commandes en provenance de l'extérieur permet à l'économie iranienne de surnager en accumulant de fort précieuses devises. Les mesures d'austérité dépriment inévitablement l'activité économique du pays mais contiennent les pressions inflationnistes en protégeant les réserves du pays. Ces dernières étaient estimées à 120,6 milliards de dollars en décembre 2017. Il s'agit là d'un niveau très appréciable puisqu'il représentait, à l'époque, 28% du Pib (ce dernier était de 430,7 milliards de dollars en 2017).

Par rapport aux importations du pays en 2017, ce niveau de réserves était plus que satisfaisant. Les importations du pays représentaient, en 2017, 24,9% du PIB. On peut en déduire que le niveau des réserves équivalait à 13,44 mois d'importation. Les économistes estiment que si les réserves de change d'un pays représentent 8 mois d'importations, sa position extérieure est confortable²⁹. Le niveau plancher des réserves se situe, pour sa part, à 3 mois d'importation. Les chiffres utilisés pour cette analyse de la position extérieure de l'Iran se trouvent sur le site de la CIA. On peut, dès lors, plus que raisonnablement penser qu'ils font partie de l'analyse de l'impact des sanctions développée par l'administration Trump. En d'autres termes, les Etats-Unis misent sur un étouffement progressif des réserves de change de la Banque centrale d'Iran.

Le maintien d'un certain volume d'échanges avec l'extérieur retarde le scénario mis au point à Washington. C'est évidemment là une chose heureuse pour Téhéran. En effet, tant les Européens que la Chine s'opposent à la mise en œuvre de mesures punitives (et injustifiées) à l'égard de l'Iran. C'est dans ce cadre qu'il convient d'intégrer la récente revendication de l'Iran de recommencer à exporter 2,8 millions de barils de pétrole par jour. Il s'agit là du niveau des exportations de pétrole de l'Iran en mai 2018, avant donc que les Etats-Unis ne se retirent de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien³⁰.

Cette revendication montre que la volonté de dialogue de Téhéran reste intacte. Elle se situe, en effet, dans le droit fil de la demande du président Rohani de discuter avec les Etats-Unis à condition que les sanctions imposées unilatéralement par Washington soient levées³¹. En attendant, les banques iraniennes continuent à être mises en quarantaine car il ne se trouve

²⁸ Le Figaro, édition mise en ligne le 29 avril 2019.

²⁹ Central Intelligence Agency (CIA), *The World Factbook*, [en ligne], Url : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html>. Date de consultation : 7 août 2019.

³⁰ Xinhua News Agency, *L'Iran demande à pouvoir exporter au moins 2,8 millions de barils de pétrole par jour dans le cadre de l'accord sur le nucléaire*, 5 août 2019, [en ligne], Url : http://french.xinhuanet.com/2019-08/06/c_138286173.htm. Date de consultation : 7 août 2019.

³¹ La Libre Belgique, édition mise en ligne du 6 août 2019.

aujourd'hui plus un seul un investisseur occidental désireux de leur prêter de l'argent de peur de se retrouver sur la liste noire de Washington. Pour mémoire, avant que les Etats-Unis n'en terminent avec les exemptions aux sanctions permettant à huit pays d'acheter du pétrole iranien, Téhéran exportait 1,3 million de barils par jour. Ce chiffre donne une idée de la chute des revenus dont l'Iran est aujourd'hui victime. Il doit permettre de comprendre l'urgence d'un contournement des sanctions américaines par les partenaires commerciaux de l'Iran.

Partenaires européens très embarrassés

Le 2 août de cette année, la Chine et l'Union européenne ont exprimé leur profond désir de sauver l'accord sur le nucléaire iranien à l'occasion d'une rencontre à Bangkok entre le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, et la haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini³².

Nous avons déjà évoqué l'attitude changeante des multinationales européennes alors que les Etats-Unis se retireraient bruyamment de l'accord de Vienne. En réalité, on doit faire observer que les grandes entreprises européennes (spécialement françaises) se sont, contrairement aux firmes américaines, précipitées en Iran, suite aux accords de 2015. Les plans d'investissement se sont multipliés jusqu'au moment où les Etats-Unis ont décidé de siffler la fin de la partie. La pression des Etats-Unis permet de comprendre le bilan, aujourd'hui négatif, du volet « Investissements Directs Etrangers » des accords sur le nucléaire iranien. Le bon sens économique devrait inciter les Européens à s'opposer avec vigueur à l'unilatéralisme des Etats-Unis. Pourtant, il n'en est rien.

Face à l'impossibilité de forcer leurs grands groupes multinationaux, qui comptent tous des filiales aux Etats-Unis, à rester en Iran, les Européens ont essayé de ménager la chèvre et le chou. Ils ont créé un mécanisme visant à préserver l'activité des PME européennes travaillant avec l'Iran. Ce dispositif, nommé Instex (*Instrument in Support of Trade Exchange*), vise théoriquement à supprimer les flux monétaires mais pas les échanges commerciaux entre l'Iran et l'Union européenne. De toute façon, les banques iraniennes, en raison des sanctions américaines, n'ont plus accès au système financier mondial. Quiconque enfreindra cette disposition se heurtera aux représailles de Washington. Instex a donc pour objectif d'éviter toute transaction financière directe entre le Vieux Continent et l'Iran.

Instex favorise une forme de troc avec l'Iran. Imaginons une entreprise européenne X située, par exemple, à Copenhague désireuse vendre un produit à l'Iran et une firme italienne Y, implantée à Téhéran, intéressée par la commercialisation de produits iraniens en Europe. Afin d'éviter un échange monétaire direct entre l'Iran et l'Union européenne, la banque de l'entreprise Y va financer l'exportation de l'entreprise X à l'Iran. L'échange a eu lieu entre banques et entreprises européennes. Ce qui signifie que l'Iran ne dispose d'aucun revenu en propre en devises du fait des exportations de l'entreprise Y. Ce n'est là qu'un premier motif d'insatisfaction de la partie iranienne. En effet, ce mécanisme est, de surcroît, limité à l'échange de médicaments et de produits alimentaires. Il faut, à ce sujet, savoir que la Cour de Justice Internationale interdit aux Etats-Unis de prohiber ce type de produits dans les échanges avec l'Iran.

³² Xinhua News Agency, *La Chine et l'UE sont convenues de sauvegarder l'accord sur le nucléaire iranien*, 2 août 2019, [en ligne], Url :<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2019/0802/c31354-9602682.html?fbclid=IwAR1IHatTBsG63ixBI2XaI9XgugpM66cP5M5Ie5ThfO5HztBpaXzpAReoaw0>. Date de consultation : 3 août 2019.

Autrement dit, l'Iran ne peut vendre son pétrole aux Européens via ce mécanisme. On comprendra, par conséquent, son intérêt économique des plus limités pour les Iraniens. Enfin, comme ce mécanisme est centré sur les PME, il ne permet guère à l'Iran de récupérer le volume des investissements initialement planifiés par les multinationales européennes. Bref, l'Europe joue dans le registre du symbolique. Comment expliquer cette timidité ? Il faut concevoir que la nouvelle approche des relations internationales développée par Donald Trump (*America First!*) a de quoi faire paniquer les Européens. Depuis sa prestation de serment, le nouveau locataire de la Maison-Blanche n'a de cesse d'inciter les Européens à prendre davantage en charge le coût du parapluie militaire américain de l'OTAN sur le Vieux Continent. Le coût de la défense européenne, s'il était financé dans de plus grandes proportions par les Européens, mettrait à rude épreuve leurs finances publiques. Les dépenses militaires des Etats-Unis représentaient, en 2018, 3,2% de leur PIB. A l'exception de la France (2,3%), de la Grèce (2,4%) et de la petite Estonie (2,1%), aucune nation européenne ne dispose d'un budget militaire supérieur à 2% de son Produit Intérieur Brut³³.

L'Europe est, pour sa défense, structurellement dépendante des Etats-Unis à travers l'OTAN. Les programmes de réduction de dépense publique (y compris dans le domaine militaire) sont, en effet, le quotidien des Européens depuis 2008. Si elle venait à vouloir assumer davantage le coût de sa politique de défense, l'Europe devrait soumettre ses programmes sociaux et éducatifs à une nouvelle cure d'austérité. Rien n'indique que les populations du Vieux Continent consentiraient sans protester à un tel sacrifice.

Un élément prouve à quel point l'Europe est mise sous pression par les Etats-Unis en ce qui concerne le dossier iranien. Il s'agit de la mise au ban des banques iraniennes. Pour effectuer des paiements entre elles, les banques doivent passer par le réseau interbancaire SWIFT (acronyme de *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*). C'est par l'entremise de ce réseau que s'effectuent les transferts d'un compte de paiement à un autre. Depuis que les Etats-Unis se sont retirés de l'accord sur le nucléaire iranien, les menaces à l'encontre de SWIFT sont claires. Il faut débrancher les banques iraniennes ou alors, les membres du réseau seront frappés de sanctions par les Etats-Unis. Il se trouve que le conseil d'administration de SWIFT est constitué des dirigeants des 25 plus grands établissements bancaires au monde, parmi lesquels Yawar Shah, directeur général de Citigroup et Emma Loftus, présidente du comité de direction de JP Morgan. Il s'agit là de deux grands groupes bancaires américains. Peut-on raisonnablement imaginer Donald Trump puisse les attaquer frontalement et les sanctionner ? Cette hypothèse semble peu réaliste mais il est également vrai qu'on ne peut préjuger de rien avec Donald Trump.

Ce qui est, en revanche, absolument indéniable, c'est que le réseau SWIFT dispose d'un siège social en Europe. Ce dernier se trouve même en Belgique (à La Hulpe dans la province du Brabant wallon, pour être plus précis). Ce petit détail montre que les Européens ne sont pas complètement dépendants des Etats-Unis en ce qui concerne la gestion du réseau SWIFT. C'est ainsi que dans leur volonté de traquer le terrorisme (de leurs ennemis mais jamais de leurs alliés), les Etats-Unis ont envisagé de tracer les preuves de financement des activités terroristes. Pour ce faire, ils devaient pouvoir consulter la totalité des données de SWIFT. La chose n'a pu se faire qu'au prix d'âpres négociations avec l'Union européenne. Ces dernières ont débouché sur l'accord dit SWIFT II entré en vigueur le 1^{er} août 2010.

La centralité du réseau SWIFT en matière de paiements internationaux ne signifie toutefois pas que l'Europe soit absolument impuissante face aux Etats-Unis dans ce domaine. En effet, les pays de la zone euro disposent d'un système de paiement interne propre à la Banque

³³ Banque Mondiale, juillet 2019.

centrale européenne. Ce système dit Target II fonctionne comme suit. « Target II est un système de paiement utilisé par les banques de l'Union européenne (UE) pour transférer des fonds entre elles en temps réel. Il est connu sous le nom de système de règlement brut en temps réel (RTGS). Pour présenter les choses simplement, Target II fonctionne de la manière suivante :

- la banque A et la banque B détiennent chacune un compte auprès d'une banque centrale [européenne]
 - la banque A doit effectuer un paiement en euros en faveur de la banque B
 - la banque A transmet les instructions de paiement à Target II
 - le compte de la banque A est débité du montant, qui est porté au crédit du compte de la banque B – le paiement est ainsi réglé
- Target II transfère les informations relatives au paiement à la banque B»³⁴.

Les banques centrales des pays de l'Union européenne (en ce compris, celles qui n'ont pas l'euro comme devise) et 55.000 banques (en tenant compte des filiales et succursales à l'étranger) utilisent le réseau Target II pour effectuer des opérations en euros. Sur la base de ce constat, des analystes spécialisés en finance internationale pointent la possibilité de restaurer un canal de paiement européen *stricto sensu* (dont exclusivement libellé en euros) à l'égard de l'Iran³⁵. Pour cela, il faudrait que le système européen des banques centrales établisse des véhicules financiers de droit européen qui serviraient de passerelles entre les banques européennes et iraniennes³⁶.

Il serait difficile d'imaginer, d'après ces auteurs, des mesures de rétorsion de la part des Etats-Unis contre des banques centrales de nations souveraines alliées. Ce point est exact mais il omet de tenir compte d'un facteur politique fondamental et à ce titre, surdéterminant. Il s'agit de la fureur de Washington qui n'hésitera pas à agiter de nouveau la facture de la défense européenne sous le nez des Européens. De surcroît, de telles transactions laisseront inévitablement des traces qui seront d'autant plus facilement communiquées aux Etats-Unis que ces derniers comptent des pays alliés, membres à part entière du système européen des banques centrales et de la zone euro, très attachés à leur appartenance à l'Otan. On songera, notamment, aux Etats baltes dont l'hostilité à l'égard de la Russie est proverbiale. Dès lors, les autorités américaines seront bien vite en mesure de disposer des noms des banques européennes qui échangent avec leurs consœurs iraniennes au sein du système Target II. Le tout sera inévitablement accompagné de sanctions. Inutile à ce propos de rappeler les déboires qui furent ceux, *in illo tempore*, de BNP Paribas avec à la clé une amende record de 9 milliards de dollars en 2014 pour violation de l'embargo américain. Bien sûr, seules les

³⁴ Banque Centrale Européenne, *Qu'est-ce que Target II ?*, 29 juin 2019, [en ligne], Url : <https://www.ecb.europa.eu/explainers/tell-me/html/target2.fr.html>, Date de consultation : 9 août 2019.

³⁵ Lire à ce sujet le blog Moneynews, *Europe's SWIFT problem*, 23 août 2018, [en ligne], Url : <http://jpkoning.blogspot.com/2018/08/europes-swift-problem.html>, date de consultation : 8 août 2019.

³⁶ Pour plus d'informations, lire Esfandiyar Batmanghelidj et Axel Hellman, Europe Leadership Network, *Europe, Iran, and Economic Sovereignty: A New Banking Architecture in Response to US Sanctions*, 7 juin 2018, [en ligne], Url : <https://www.europeanleadershipnetwork.org/report/europe-iran-and-economic-sovereignty-a-new-banking-architecture-in-response-to-us-sanctions/>, date de consultation : 9 août 2019.

transactions réalisées en dollars sont prohibées par Washington. Or, le système de passerelles précédemment décrit se réalisera exclusivement en euros. Cette subtile distinction n'arrêtera pas forcément les Etats-Unis qui sont assurés de disposer d'un avantage politico-militaire de poids face aux nations européennes. Cette supériorité hégémonique transparait clairement dans la récente mise en garde de Donald Trump à l'encontre d'Emmanuel Macron. Pour mémoire, le locataire de la Maison-Blanche a clairement indiqué à son homologue de l'Elysée qu'il lui était strictement défendu « de parler au nom des Etats-Unis »³⁷.

L'Iran doit-il considérer, dans ces conditions, que la porte des investissements européens lui est définitivement fermée ? La réponse est non. Mais le rétablissement des contacts commerciaux avec l'Iran prendra du temps. A vrai dire, cette éventualité ne se réalisera que si la Chine occupe un rôle central dans la prise en charge de cet épineux dossier. Précisons, à ce sujet, que la politique de Téhéran, mêlant fermeté et modération, constitue un élément central permettant la réalisation de cette hypothèse.

La centralité de la Chine dans le complexe dossier iranien est d'autant plus évidente que le détroit d'Ormuz, enjeu géographique de l'affrontement entre l'Iran et les Etats-Unis, représente la porte d'accès des hydrocarbures au marché chinois (et plus globalement, asiatique). On notera également que la Chine continue, comme nous l'avons vu, à importer du pétrole iranien. Le point de vue de Pékin, à l'égard des sanctions américaines, est absolument dénué d'ambiguïté. On rappellera à ce propos les déclarations de Hua Chunying, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères : « Nous exhortons avec véhémence les États-Unis à immédiatement corriger leurs façons de faire erronées, et à mettre un terme à ces sanctions illégales »³⁸.

Malgré cette mise en garde, les membres les plus bellicistes du Congrès américain préconisent de sanctionner les banques chinoises et surtout, la banque centrale du pays (la Banque Populaire de Chine) chargée du transfert de devises avec la banque centrale iranienne. Ce scénario reste, alors que la guerre commerciale bat son plein entre les Etats-Unis et la Chine, hautement improbable. Des sanctions de ce type ne manqueraient pas d'avoir un impact sur le cours du yuan. En effet, dans le conflit commercial qui oppose les Etats-Unis à la Chine, la partie chinoise dispose de l'arme de la dépréciation du yuan. Cette dernière entraînerait automatiquement une chute des indices boursiers américains. En août 2015 et en janvier 2016, lorsque la Chine avait laissé filer le cours du yuan renminbi face au dollar, on devait noter avec intérêt que l'indice américain S&P 500 (soit, l'indice boursier calqué sur le cours des 500 grandes sociétés cotées en bourse aux Etats-Unis) avait, à chaque fois, connu des épisodes de baisse se situant entre 11 et 12%. Or, Donald Trump a besoin du plus grand calme économique s'il désire être réélu.

L'approfondissement de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis montre clairement qu'il existe, pour l'heure, un refus de la part de Pékin d'accepter un accord commercial qui supposerait une perte de souveraineté de la partie chinoise concernant sa législation (spécialement en matière de propriété intellectuelle). Il s'agit pourtant d'une ambition majeure de l'administration Trump. Les observateurs américains les plus lucides réalisent à quel point de telles exigences s'avèrent incompatibles avec le système politique et économique chinois³⁹. Pourtant, la Chine est clairement prête à importer davantage de

³⁷ Le Figaro, édition mise en ligne du 9 août 2019.

³⁸ Challenges, édition mise en ligne du 23 juillet 2019.

³⁹ Lire à ce sujet, Tom Friedman, *Trump and Xi Sittin' in a Tree*, New York Times, édition mise en ligne du 13 août 2019.

marchandises américaines et à ouvrir davantage son marché sans que l'opération n'interfère avec sa souveraineté législative. A terme, la question qui se pose pour l'administration Trump consiste à accepter ce deal sans donner l'impression de perdre la face. « Trump peut battre en retraite, chercher un compromis, obtenir un changement mineur et faire semblant d'être le grand vainqueur »⁴⁰.

Ces constats étant posés, il ne faut pourtant pas conclure que la position chinoise est des plus aisées face aux Etats-Unis. Pour comprendre cette difficulté, il faut analyser de plus près les nouvelles orientations de la politique étrangère américaine et la manière dont elles se heurtent au déploiement de la puissance chinoise dans le monde. Commençons par analyser les modalités de manifestation de la puissance de la Chine.

Les nouvelles routes de la soie

La Chine, c'est bien connu, dispose d'un plan d'envergure pour assurer, à travers le vaste monde, la défense de ses intérêts bien compris. Il s'agit des nouvelles routes de la soie (en anglais, on parle de *Belt and Road Initiative*). Les nouvelles routes de la soie correspondent à des projets d'infrastructure permettant d'améliorer les échanges maritimes et ferroviaires entre la Chine, l'Afrique, l'Europe et l'Asie (en ce compris, le Proche et Moyen-Orient). La justification de ce gigantesque programme trouve son fondement dans la dépendance de l'économie chinoise à l'importation de matières premières. Par exemple, « la Chine absorbe également 75% des exportations congolaises de cuivre et près de 70% des exportations sud-africaines de fer. Sur ce fondement, de nombreux échanges industriels et financiers se sont noués »⁴¹. En ce qui concerne le Proche et Moyen-Orient, la dépendance chinoise à l'égard des hydrocarbures extraits de la région est, comme nous l'avons déjà vu, une réalité incontournable pour l'économie internationale.

La Chine est le premier partenaire commercial de toutes les grandes puissances pétrolières de cette partie du monde. En 2017, la Chine représentait 19% des importations de l'Arabie saoudite et 17% de ses exportations. En ce qui concerne le Koweït, la Chine a détrôné les Etats-Unis en tant que premier fournisseur de l'émirat. En 2017, 16% des importations koweïtiennes étaient le fait de l'Empire du Milieu contre 11% pour l'Oncle Sam. On ne remarque pas la même tendance en ce qui concerne le Qatar. La première destination des exportations (pétrole et gaz) de Doha était, en 2017, la Corée du Sud (20% des exportations) talonnée de très près par le Japon (19%). Le premier fournisseur du pays était, cette même année, le Royaume-Uni (14% des importations) suivi, d'assez loin d'ailleurs, par la France (10% des importations du Qatar)⁴². On notera, en revanche, que le Qatar a fortement développé ses relations financières avec la Chine. C'est ainsi qu'en novembre 2014, les banques centrales du Qatar et de la Chine ont signé un accord d'échange de devises de 35 milliards de yuans (5,6 milliards de dollars). Le but de cet accord était de permettre une diversification des réserves de la banque centrale qatarie. De surcroît, le Qatar jouit, depuis cette époque, d'une ligne de liquidités permettant d'investir directement pour 30 milliards de yuans sur les marchés financiers chinois. Ce n'est pas tout. Le Qatar dispose également d'une

⁴⁰ Interview de Tom Friedman sur CNBC, 15 août 2019. Url : <https://www.youtube.com/watch?v=Rq0M0sjuFAA>. Date de consultation : 23 août 2019.

⁴¹ La Tribune, édition mise en ligne du 20 octobre 2014.

⁴² The Observatory of Economic Complexity (OEC), mai 2019.

chambre de compensation en yuan⁴³. Pour mémoire, une chambre de compensation désigne une institution mettant en œuvre un mécanisme permettant aux établissements financiers, membres de la chambre de compensation, de s'acquitter des montants qu'ils se doivent entre et de recevoir les actifs résultant des transactions réalisées entre eux.

Pour ce qui est des Emirats Arabes Unis, la Chine est le premier fournisseur du pays (16% des importations)⁴⁴. De plus, on repère des accords monétaires et financiers entre les Emirats et la Chine similaires à ceux conclus entre le Qatar et Pékin. Les montants impliqués par ce rapprochement se situent dans les mêmes ordres de grandeur que ceux caractérisant les relations financières de la Chine et du Qatar.

Ce focus sur les engagements de la Chine autour du Golfe persique prouve l'omniprésence de l'Empire du Milieu dans la région de telle sorte que l'on ne peut s'attendre raisonnablement à ce que Pékin choisisse ouvertement l'Iran contre l'Arabie saoudite. La chose est d'autant moins probable que dans d'autres régions du monde, la pression de Washington se fait pressante. C'est ainsi qu'à la fin de l'année dernière, l'ancien Conseiller à la Sécurité Nationale de Donald Trump, John Bolton, annonçait, à l'occasion d'une conférence donnée auprès de la Heritage Foundation (un *think tank* conservateur), qu'il faudra bien sommer un jour les pays africains de choisir entre la Chine et les Etats-Unis⁴⁵. Dès lors, Pékin ne peut s'aliéner aucun allié potentiel dans sa lutte contre les Etats-Unis pour le leadership mondial. Evidemment, aucun Etat d'Afrique ne se trouve, pour l'heure, sur une liste d'Etats voyous. Aussi les menaces de John Bolton ressemblent-elles davantage à des vociférations impuissantes qu'à un programme politique organisé et planifié en ce qui concerne l'Afrique. On a, d'ailleurs, peine à concevoir comment John Bolton aurait jamais eu la possibilité d'empêcher des pays africains de vendre des matières premières à Pékin. En effet, quand bien même la Chine et les Etats-Unis sont à couteaux tirés, cette opposition ne regarde pas les pays africains qui peuvent toujours adopter, et c'est, du reste, ce qu'ils font aujourd'hui, une position de stricte neutralité.

Pour ce qui est de l'Asie, cela fait belle lurette que les Américains se sont résignés à la montée en puissance de la Chine. La chose remonte à déjà plus de 20 ans.

En septembre 1997, alors que des tensions se manifestaient sur les marchés des changes thaïlandais, le FMI et la Banque mondiale, alors réunies à Hong Kong, estimaient que ces perturbations seraient finalement sans conséquences sur la croissance dans la région. Cette crise s'est, au contraire, propagée, entraînant au passage une sensible réduction de la croissance mondiale. Le décalage entre la réalité économique et le discours du FMI en 1997 était patent.

La politique du « laisser-faire, laisser-passé » préconisée, à la fin des années 1980, par le FMI et la Banque mondiale a suscité des afflux de capitaux vers le Sud-Est asiatique et entraîné, de ce fait, la formation de bulles spéculatives. L'attrait exercé par ces pays sur les investisseurs fut pourtant de courte durée. Les entrées massives de capitaux se sont traduites par une appréciation des monnaies locales. Par effet d'enchaînement, une détérioration de la

⁴³ Lucia Országhová, Internationalisation of the Chinese Currency: Towards a Multipolar International Monetary System?, *BIATEC*, Národná banka slovenska, février 2016, p.8.

⁴⁴ The Observatory of Economic Complexity (OEC), juin 2019

⁴⁵ Glen Ford, Global Research, *Bolton Threatens to Force Africa to Choose Between the US and China*, 25 mai 2019, [en ligne], Url : <https://www.globalresearch.ca/bolton-threatens-to-force-africa-to-choose-between-the-us-and-china/5663943>, date de consultation : 10 août 2019.

balance des opérations courantes en a résulté. Les exportations diminuaient alors que les importations étaient en hausse tant et si bien que les capitaux flottants décidèrent un beau jour d'aller carrément flotter ailleurs. Cette fuite des capitaux a, dans un second temps, provoqué une baisse vertigineuse du cours des monnaies locales. Faisant suite à ce mouvement de dépréciation, un mécanisme d'hyperinflation est venu gripper les rouages des économies du Sud-Est asiatique.

Dans le cas de la Thaïlande et l'Indonésie, le FMI s'est porté caution pour ces pays auprès de leurs débiteurs privés en agissant comme prêteur en dernier ressort. Naturellement, cet apport d'argent frais s'est fait aux conditions du FMI. Afin de restaurer la confiance, les prêts ont été assortis de conditions d'octroi très strictes : diminution des déficits budgétaires, accroissement du poids de la fiscalité (directe comme indirecte) et augmentation des taux d'intérêt. Hélas, cette amère potion n'a fait qu'aggraver la crise. Les difficultés éprouvées à l'époque par la Thaïlande et l'Indonésie ont donc vite convaincu les Asiatiques qu'une alternative au FMI et à la Banque mondiale devait être envisagée dans la région. C'est ainsi que l'initiative de Chiang Maï a vu le jour en 2000. Cette dernière consiste en une mise en commun d'une partie des réserves des banques centrales des pays de la région pour éviter des phénomènes de crise et de contagion comme à la fin des années 1990. La Chine a été l'un des grands maîtres d'œuvre de cette initiative qui a, par ailleurs, déjà fait ses preuves, notamment lors des attaques contre la roupie indonésienne en 2005⁴⁶.

Il subsiste, bien sûr, encore des possibilités d'ingérence des Etats-Unis en Asie. La situation de crise permanente autour de la Corée du Nord, les soubresauts à Hong Kong, les discours indépendantistes (cependant jamais suivis d'effets concrets) de certains acteurs politiques à Taïwan ainsi que, bien sûr, la présence militaire américaine en Mer de Chine font partie de ces nuages noirs « Made In USA » dans la région. Et jamais les Etats-Unis ne sont privés de faire sentir à la Chine leur indéniable supériorité militaire (35,1% des dépenses militaires mondiales en 2017 contre 13,1% dans le chef de Pékin⁴⁷). Pour mémoire, on mentionnera les nombreux épisodes où l'US Navy et la marine chinoise se font, ces derniers temps, face en mer du Chine. « Pékin considère comme son territoire national la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale (...). Différentes parties de la zone sont aussi revendiquées par la Malaisie, Brunei et Taïwan »⁴⁸. Ces dissensions font naturellement le jeu de Washington dans la région. Cela dit, la montée en puissance de la Chine en Asie n'a jamais été sérieusement remise en question par la diplomatie américaine. On imagine, en effet, mal les Etats-Unis mettre le Japon au ban des nations en raison de ses relations avec Pékin, par exemple dans le cadre de l'initiative Chiang Maï.

La percée de la Chine en Europe du Sud (on rappellera, à ce propos, que l'Italie et le Portugal sont membres des nouvelles routes de la soie) ne dérange, pour l'heure, pas trop Washington. En effet, elle crédibilise l'avertissement des élites américaines, du magazine économique Forbes⁴⁹ (peu suspect de sympathies de gauche) au Wall Street Journal⁵⁰, contre la politique

⁴⁶ Sa Sapanha, Julia Guérin, Les progrès de l'intégration monétaire et financière en Asie, *Revue de la stabilité financière*, Banque de France, n°8, mai 2006, p.15.

⁴⁷ Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Dépenses militaires mondiales*, 21 juin 2018, [en ligne], Url : <https://www.grip.org/fr/node/2593>, date de consultation : 10 août 2019.

⁴⁸ Le Figaro, édition mise en ligne du 2 octobre 2018.

⁴⁹ Forbes, édition mise en ligne du 31 août 2017.

⁵⁰ Wall Street Journal, édition mise en ligne du 15 novembre 2016.

d'austérité budgétaire conduite en Europe. Or, c'est cette dernière qui a réduit les possibilités de financement des pays méditerranéens membres de la zone euro. De surcroît, cette arrivée des Chinois dans le sud de la zone euro ne doit, au fond, pas ennuyer outre-mesure l'administration Trump tant sa détestation de l'Union européenne est grande. Or, l'intégration de l'Italie et du Portugal dans le maillage des nouvelles routes de la soie signifie aussi une perte de crédibilité de l'Union européenne dans le chef de ces pays (dont l'un, l'Italie, est, ce n'est pas un détail du tout, un des fondateurs de la Communauté européenne).

Il est, en revanche, une partie du monde où l'extension de la sphère d'influence chinoise résultant de la mise en œuvre des nouvelles routes de la soie irrite au plus haut point Washington. Il s'agit, comme tout un chacun pouvait s'en douter, de l'Amérique latine. Comme nous allons le voir, la Chine a particulièrement investi cette région du monde.

L'arrière-cour latino et la nouvelle doctrine Monroe

En Amérique du Sud, on note un développement des nouvelles routes de la soie dans les pays suivants : Guyana, Surinam, Venezuela, Equateur, Bolivie, Uruguay et Chili. On notera l'absence des deux géants de la région (l'Argentine et du Brésil) dont les gouvernements ont connu un virage à droite entre 2015 et 2016⁵¹.

Il est vrai que les relations commerciales entre l'Amérique latine et la Chine ont connu un développement spectaculaire depuis l'an 2000. « Alors qu'à la fin du siècle passé, la Chine n'entretenait que des relations économiques marginales avec le continent – à l'exception du Pérou –, elle est devenue, en moins de vingt ans, son deuxième partenaire commercial, passant ainsi devant l'Union européenne (UE). Entre 2001 et 2014, alors que le poids des États-Unis dans le commerce total avec l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) – dont ils sont toujours le principal partenaire commercial – diminuait de 14%, celui de la Chine augmentait de 8,2 %. Entretemps, le commerce de biens entre la Chine et l'ALC a été multiplié par 22, et les exportations vers ce pays par 27. En 2016, le [géant] asiatique était le premier ou deuxième partenaire commercial de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou. La Chine est également la première ou deuxième source des importations du Belize, du Costa Rica, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela. Le rapprochement s'est également opéré dans les Caraïbes, mais de façon moins intensive et davantage ciblée sur les importations. Quasi absente en 2000, la Chine est devenue la troisième source des importations de la Barbade, d'Haïti et de la Jamaïque, et la deuxième de la République dominicaine. De plus, la Chine représente le deuxième pourvoyeur d'investissements directs étrangers (IDE) sur le continent et, de manière générale, une source de financements très importante. Le président Xi Jinping a d'ailleurs annoncé en 2015 vouloir investir 250 milliards de dollars (210 milliards d'euros) dans la région en l'espace de dix ans. Les prêts chinois dépassent désormais ceux de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID). Et, contrairement à ces derniers, ils ne sont pas liés à des conditionnalités à court terme ni à des mesures d'austérité ». ⁵² Voilà pourquoi on peut dire que de nos jours, la Chine constitue « un antidote

⁵¹ China's Belt and Road Portal, avril 2019, [en ligne]. Url : <https://eng.yidaiyilu.gov.cn/>. Date de consultation : 7 août 2019.

⁵² Thomas Frédéric, Chine-Amérique latine : la nouvelle grande alliance ?, *Revue internationale et stratégique*, 2018/3 (N° 111), p.108.

à la proximité si encombrante du voisin nord-américain, voire une alternative à la politique régionale de celui-ci (...) »⁵³.

Ce n'est donc pas pour rien qu'Evo Morales, par exemple, signait, le 19 juin 2018, un accord qui faisait de son pays un partenaire stratégique de la Chine. A l'occasion, le président bolivien définissait la relation de son pays avec le géant asiatique comme étant « une coopération sans conditions ».⁵⁴

Dans un registre davantage financier et monétaire, on notera que l'Empire du Milieu a signé des accords d'échange monétaire avec le Brésil, le Chili et l'Argentine. Ces accords portent sur 30 milliards de dollars dans le cas du Brésil. Le Chili, pour sa part, est impliqué à hauteur de 3,5 milliards de dollars. C'est avec l'Argentine que le développement de cette formule a été le plus notable. A l'origine, cette formule portait, dans le cas de l'Argentine, sur un montant initial de 11 milliards de dollars⁵⁵.

Les difficultés structurelles de l'Argentine à se procurer les dollars nécessaires au financement du déficit de sa balance des paiements ont conduit Buenos Aires à s'endetter lourdement auprès du FMI pour plus de 55 milliards de dollars, dès l'été 2018. A vrai dire, la politique d'endettement auprès des marchés financiers du gouvernement argentin a amené ce dernier à poser un diagnostic d'insolvabilité. Il lui fallait donc trouver l'aide du FMI. Mais ce dernier n'allait pas délier les cordons de la Bourse pour des montants aussi considérables dans des délais aussi rapides que ce qu'espérait Mauricio Macri. C'est pourtant ce qui s'est produit. L'Argentine a bénéficié du prêt le plus important accordé par le FMI à un pays, sans avoir, pourtant, rétabli au préalable son profil de solvabilité. Que s'est-il passé ? La presse économique argentine a déjà donné la réponse : Donald Trump a fait pression sur le FMI. Le locataire de la Maison-Blanche a, en effet, soutenu explicitement « l'excellent travail » de Mauricio Macri à qui il a manifesté « un soutien ferme »⁵⁶. Afin d'inciter Donald Trump à maintenir la pression sur le FMI, qu'a fait l'Argentine ? Elle a négocié une amplification de ses accords monétaires avec la Chine pour les porter finalement à près de 20 milliards de dollars⁵⁷.

La suite des événements a permis d'observer que la simple évocation d'un rapprochement avec la Chine a servi à mettre sous le tapis les doutes, pourtant éminemment légitimes, qui accompagnaient l'idée de consentir un prêt aussi important à l'Argentine de Mauricio Macri. Depuis, l'Argentine doit, plus qu'autrefois, composer avec la pression lancinante de Washington relayée sur place par des cadres politiques importants. La Chine dispose, par exemple, d'un observatoire astronomique dans le sud de l'Argentine. Régulièrement, l'administration Trump dénonce des possibilités de manœuvres d'espionnage via le système satellitaire avec lequel l'observatoire est relié. En janvier de cette année, on a assisté un véritable tir de barrage de la part des Etats-Unis contre l'observatoire.

⁵³ Thomas Frédéric, *ibid.*

⁵⁴ El Ciudadano, édition mise en ligne du 22 juin 2018.

⁵⁵ Douglas W. Arner, Andre Soares, *A Globalized Renminbi. Will It Reshape Latin America?*, Atlantic Council, 2016, p.3.

⁵⁶ *Ámbito Financiero*, édition du 4 septembre 2018.

⁵⁷ *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne du 2 décembre 2018.

« La station d'observation de Patagonie, décidée en secret par un gouvernement corrompu et financièrement vulnérable, il y a dix ans, constitue un autre exemple de négociations opaques et prédatrices qui minent la souveraineté des nations hôtes » a déclaré, au début de cette année, à la presse Garrett Marquis, le porte-parole du Conseil National de Sécurité de la Maison-Blanche⁵⁸. Un mois plus tard, l'armée américaine a réitéré ses craintes devant le Congrès en estimant que cette base constituait une menace pour la sécurité des pays occidentaux⁵⁹. Miguel Ángel Pichetto, l'actuel candidat à la vice-présidence aux côtés de Mauricio Macri, a emboîté le pas à ces critiques tant et si bien qu'en mars de cette année, il proposait que le Parlement argentin crée une commission de surveillance de la station d'observation chinoise présente dans le sud du pays. Cette proposition précédait un voyage aux Etats-Unis du candidat à la vice-présidence durant la troisième semaine d'avril. A l'occasion de cette tournée américaine, étaient prévues la participation à un séminaire consacré à la situation en Argentine dans les locaux de la prestigieuse université de Colombia ainsi qu'une rencontre avec le groupe financier Barclay's. Il est, on l'avouera, des « hasards » de calendrier moins embarrassants et pour tout dire, moins explicites.

Bref, les Etats-Unis font leur retour par la grande porte en Argentine. On nuancera ce constat en faisant valoir que le centre-gauche était, à l'heure où ces lignes étaient écrites (12 août 2019), en position de revenir au pouvoir en Argentine après sa confortable victoire lors des élections primaires d'août 2019. De là à voir un gouvernement (néo)kirchnériste rompre brutalement avec les Etats-Unis, il y a de la marge. En effet, le candidat péroniste à la présidence, Alberto Fernández, a, durant sa campagne des primaires, très nettement victorieuse, rencontré les responsables pour le FMI du programme appliqué au cas spécifique de l'Argentine. Le candidat péroniste leur a signifié qu'il ne désirait pas annuler le paiement de la dette auprès du FMI mais qu'au contraire, il allait demander un refinancement et une renégociation des termes du plan d'accompagnement prévu par le Fonds pour le pays⁶⁰. On peut dire que la perspective de victoire d'Alberto Fernández montre, pour l'heure, une tendance à vouloir réaménager en Argentine les liens de la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, poussés au maximum sous Mauricio Macri, mais, en revanche, rien ne permet d'augurer une rupture face au FMI et à la Maison-Blanche. Une telle opération serait, d'ailleurs, impossible à réaliser, vu les terribles difficultés que traverse actuellement le pays.

Ce retour, certes modulable, de l'ingérence des Etats-Unis et de ses obsessions en matière de politique étrangère n'a rien d'un fait isolé dans la région. On rappellera, à ce sujet, les discours à tonalité antichinoise qui ont émaillé la campagne victorieuse de Jair Bolsonaro au Brésil.

Cette volonté de reconquête de Washington est évidemment très claire dans le cas du Venezuela. Nous proposerons, à ce sujet, une piste d'interprétation qui lie, pour l'heure, les destins de Caracas et de Téhéran. Mais avant toute chose, il nous faut revenir sur le statut particulier de l'Amérique latine dans la politique de puissance de Washington.

On a coutume d'évoquer dans le cas des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine la célèbre doctrine de Monroe. De quoi s'agit-il ? On notera, tout d'abord, que les références à la

⁵⁸ Cassandra Garrisson, *Chinese space station in Argentina is a 'black box'*, 31 janvier 2019, [en ligne], Url : <https://graphics.reuters.com/SPACE-ARGENTINA-CHINA/010090CP0J4/index.html>. Date de consultation : 11 août 2019.

⁵⁹ Foreign Policy, édition mise en ligne du 8 février 2019.

⁶⁰ La Nación, édition mise en ligne du 28 juin 2019.

doctrine de Monroe émergent souvent dans les débats relatifs à l'impérialisme de la politique étrangère des Etats-Unis. Qui, à ce sujet, donnera tort aux nations latino-américaines « de ne pas croire aux discours de défense de la démocratie des Etats-Unis alors qu'elle fut trop souvent la cible d'attaques américaines contre la démocratie ? »⁶¹

En effet, « les Etats-Unis qui, en 1823, se disaient les protecteurs de l'Amérique latine n'ont cessé d'intervenir pour agrandir leur territoire (Mexique 1846-48), régler les différends entre pays, imposer des régimes ou en renverser (Guatemala 1954, Chili 1973). Les dictatures du Brésil, d'Argentine, du Paraguay ou d'Uruguay furent soutenues plus ou moins directement par les Etats-Unis et souvent même les putschistes étaient pilotés depuis Washington »⁶².

Au passage, on notera qu'il ne faut pas être resté spécialement obnubilé par la guerre froide pour déceler l'existence de rapports de forces très durs entre les Etats-Unis et les gouvernements progressistes dans la région. L'évolution de la doctrine de Monroe est, à cet égard, particulièrement éclairante. Au départ, elle fut, en 1823, conçue comme une protection des fraîches indépendances latino-américaines en établissant fermement trois principes.

Tout d'abord, les Amériques ne devaient plus être concernées par aucun processus de colonisation. Ensuite, toute ambition interventionniste dans la région était désormais envisagée comme une menace pour la paix et la sécurité de tout le continent américain. Enfin, les Etats-Unis s'engageaient à ne jamais intervenir dans les affaires européennes. On tordra donc le cou à un canard en relevant le caractère, à l'origine, profondément anticolonialiste de la doctrine de Monroe.

Il en va tout autrement du corollaire Roosevelt ajouté à la doctrine de Monroe. Ce corollaire a été posé en 1904 au début de la troisième session parlementaire du 58^{ème} Congrès des États-Unis. Dans cet addendum aux vues développées par le président Monroe, Theodore Roosevelt se montre froidement isolationniste en affirmant la primauté des intérêts américains dans le monde. Pour l'Amérique latine, cette modification va avoir de très importantes conséquences. C'est ainsi que Cuba passera pour un temps dans le giron américain de 1898 à 1902, puis de 1905 à 1909. Les Etats-Unis ont, en fait, remplacé l'Espagne dans l'île à cette époque. Une indépendance strictement formelle fut octroyée à La Havane jusqu'à la prise de pouvoir par Fidel Castro en 1959. A partir de 1909, il est, en tout cas, très clair pour les autres Etats d'Amérique latine que les Etats-Unis pouvaient, d'une manière ou d'une autre, les (re)coloniser.

Pour les Etats-Unis, la doctrine Monroe et surtout sa modification par Roosevelt constituent également un moment d'une grande importance. Il s'agit ni plus ni moins de la première grande manifestation de Washington en tant que puissance mondiale. Dans ces conditions, si l'arrière-cour latino remue trop contre l'Oncle Sam, qui peut encore prendre au sérieux la puissance de ce dernier ? C'est sur cet élément historique fondateur pour les Etats-Unis que vient buter la montée en puissance de la Chine dans la région. La chose est d'autant plus pénible pour les Etats-Unis que depuis la crise financière de 2007-2008, leur prééminence dans les relations internationales n'a plus rien d'une évidence. Il est, en effet, loin, le temps où les idéologues américains identifiaient la fin de la guerre froide à la fin de l'histoire. A

⁶¹ Pierre Guerlain, professeur de civilisation américaine à l'Université Paris Ouest Nanterre, *Chavez et les Etats-Unis*, blog de l'auteur sur le site *Huffington Post*, 7 mars 2013. [en ligne], Url : https://www.huffingtonpost.fr/pierre-guerlain/chavez-et-les-etatsunis_b_2826651.html. Date de consultation : 14 juillet 2019.

⁶² Ibid.

l'époque, Francis Fukuyama invitait l'humanité tout entière à opter pour le modèle libéral états-unien, le seul désormais disponible pour le monde. Cette conception messianique du rôle des Etats-Unis a façonné l'histoire des relations internationales à partir de 1989. Un grand siècle américain devait naître coûte que coûte. « En 2002, la *National Security Strategy* (NSS) du président G. W. Bush avait pour objectif d'empêcher l'émergence de puissances concurrentes (*peer competitors*). La volonté de prolonger l'illusion unipolaire post-guerre froide se nourrissait de la perception selon laquelle les Etats-Unis possédaient encore tous les outils leur permettant de façonner le monde à leur image. Or aujourd'hui, ce n'est plus « l'Amérique qui refait le monde » comme l'écrivait le politologue Ghassan Salamé en 2005, mais c'est bien le monde qui refait l'Amérique et qui révèle les limites de la puissance américaine. En effet, la crise économique et financière de 2008 rappellera avec brutalité que l'Amérique n'a plus les moyens de ses ambitions expéditionnaires et surtout, comme les politologues Joseph Nye et Robert Keohane le soulignaient déjà à la fin des années 1970, que la force militaire est de moins en moins fongible, en ce sens qu'une grande puissance aura de plus en plus de difficultés à obtenir des gains non militaires (économiques et/ou diplomatiques) par ses forces armées »⁶³.

Le contexte actuel des relations internationales se situe clairement à rebours des longues décennies (de 1945 à 1991) de puissance hégémonique américaine. Qu'entend-on par hégémonie en matière internationale ? On définit classiquement l'hégémonie comme le « système de relation de pouvoir qu'exerce un hégémon et qui lui permet, non pas de fixer dans le détail les règles et principes internationaux, mais de structurer le champ d'action possible des autres acteurs »⁶⁴. Cette définition se situe dans le droit fil des observations de l'économiste américain Charles Kindleberger (1910-2003) qui voyait dans la crise des années 1930 le manque de volonté des Etats-Unis d'assumer le rôle de leader mondial en lieu et place du Royaume-Uni en très net déclin à l'époque⁶⁵. Autrement dit, un État dominant en termes de puissance ne peut donc être considéré comme un hégémon que « s'il prend conscience de sa situation et la transforme en une forte volonté politique de production d'ordre international »⁶⁶. Il ne faut pas seulement vouloir être le plus fort mais il convient également de vouloir jouer un rôle de leader pour devenir l'hégémon des relations internationales.

Or, la position actuelle des Etats-Unis est, de ce point de vue, délicate. Ils étaient devenus, à l'issue de la Guerre froide, l'hégémon sans aucune concurrence des relations internationales à l'aube des années 1990. La montée de la Chine et le regain de puissance de la Russie sont venus bouleverser cette donne. Dès lors, on est bien forcé de constater que les Etats-Unis sont devenus un producteur de désordre international. C'est à partir de cette donnée que cette analyse tend à interpréter l'actuelle pression sur l'Iran. On peut même, sans prendre trop de risques, penser que si la Chine avait posé des gestes significatifs de désolidarisation envers Caracas, l'Iran aurait sans doute été épargné. En définitive, l'axe Ryad-Jérusalem, très

⁶³ Alexandra DE HOOP SCHEFFER, *Les Etats-Unis, une puissance en crise d'adaptation*, CERISCOPE Puissance, 2013, [en ligne], URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part3/les-etats-unis-une-puissance-en-crise-d-adaptation-?page=show>. Date de consultation : 12 août 2019.

⁶⁴ Grégory Vanel, Le concept d'hégémonie en économie politique internationale in *Économie Politique Internationale*, GROUPE DE RECHERCHE SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE (GRIC), Cahier de recherche 03-02, avril 2003, p.12.

⁶⁵ Charles, KINDLEBERGER, *The International Economic Order. Essays on Financial Crisis and International Public Goods*, Harewester Wheatsheaf, Brighton, 1988 (tout spécialement le chapitre 14).

⁶⁶ Grégory Vanel, idem.

puissant dans l'entourage immédiat de Donald Trump, aurait éprouvé plus de difficultés à faire pression pour mettre en œuvre une politique d'exclusion à l'égard de Téhéran. Mais évidemment, rien ni personne n'a évidemment à dicter son agenda à la Chine que l'on sait attachée au principe de la coopération Sud-Sud, spécialement dans le cas du Venezuela à qui Pékin a déjà consenti pour 60 milliards de dollars de prêts. Il serait, en toute hypothèse, particulièrement hasardeux de demander à la Chine de faire un choix entre Caracas et Téhéran. La chose serait tout bonnement impensable.

Il semble, pour l'heure, que Pékin et Téhéran (tout comme les Européens) jouent la carte de la patience en misant sur une défaite de Trump aux élections présidentielles de 2020. Mais si, d'aventure, Donald Trump venait à être réélu, il faudrait alors s'inquiéter. Plus rien, en effet, ne le limiterait puisque ce serait son deuxième et dernier mandat. On en frissonne d'avance, pour le Venezuela, l'Iran et de façon plus générale, pour la paix dans le monde.

Un dicton veut, en effet, qu'à force de jouer avec le jeu, on finit toujours par se brûler, un jour ou l'autre. Ce n'est donc peut-être pas sans raison que le 16 août 2019, le quotidien « Le Monde » publiait une tribune comparant la situation du Proche-Orient à celle de l'Europe en 1914⁶⁷.

Nous voilà donc prévenus...

⁶⁷ Le Monde, édition du 16 août 2019.